

Numéro 7 - 30 janvier 2016

Obama et l'état de l'union

Tentative de préserver l'État d'une démocratie en lambeaux

- Voice of Revolution -



Obama et l'état de l'union

- **Tentative de préserver l'État d'une démocratie en lambeaux - Voice of Revolution**
- **Les États-Unis vont continuer d'être le gendarme du monde - Voice of Revolution**

Obama et l'état de l'union

Tentative de préserver l'État d'une démocratie en lambeaux

- Voice of Revolution -

Le 12 janvier, lors de son plus récent discours sur l'état de l'union, le président Obama a déclaré que « la chose la plus importante » qu'il voulait communiquer était la nécessité de « travailler ensemble » et de « refaire notre politique ».

« L'avenir - l'opportunité et la sécurité pour nos familles, un niveau de vie à la hausse ainsi qu'une planète pacifique pour nos enfants - tout cela est à portée de la main. Mais cela ne sera possible que si nous travaillons ensemble et si nous refaisons notre politique », a dit Obama. Face au problème sérieux auquel la classe dominante fait face pour maintenir la légitimité de son pouvoir, Obama a déploré le fait que « la démocratie s'effrite lorsque l'individu moyen perçoit qu'il n'a pas de voix, que le système est truqué en faveur des riches et des puissants ou de quelque intérêt

étroit. Trop d'Américains pensent comme cela présentement. »

Obama émet ses commentaires dans le contexte des changements significatifs qui ont été faits à la gouvernance, des changements qu'il a lui-même consolidés. Cela comprend la concentration du pouvoir dans l'exécutif et les actions de l'exécutif qui sont menées sans égard à la primauté du droit, comme la guerre par drones entièrement illégale, la torture, l'espionnage à grande échelle, la détention indéfinie, la militarisation de la police et l'augmentation de ses meurtres racistes et le discrédit dans lequel se trouve la gouvernance élue tant elle est dysfonctionnelle et un obstacle à « l'opportunité et la sécurité ».



Les cercles dominants des États-Unis se sont toujours enorgueillis de leur capacité de maintenir un système qui est truqué en faveur des riches, en offrant l'opportunité d'une « chance raisonnable », comme le dit Obama. Cependant,

le barbarisme du système est tel — avec son économie de guerre qui ne réussit plus à offrir même un semblant d'opportunité, avec ses conditions sociales qui se détériorent et ses arrangements politiques à ce point favorables aux milliardaires que la candidature de Donald Trump est la bienvenue — qu' Obama déplore que « trop d'Américains » perdent de plus en plus confiance dans la démocratie à l'américaine.

Les nombreux nouveaux emplois dont parle Obama sont des emplois à des salaires de pauvreté. Leur nombre est à des lieues de fournir un moyen de subsistance aux millions de jeunes qui se cherchent un premier emploi ou aux millions de personnes qui sont aux prises avec le chômage à long terme en raison en particulier de la destruction du secteur manufacturier. S'il est vrai que le taux officiel de chômage est à la baisse, c'est principalement à cause du déclin du taux de participation au travail, lequel comprend les deux facteurs ci-haut mentionnés, et non parce que l'économie réussit à répondre aux besoins du peuple. Pour cela, il faut une nouvelle direction, ce qu'Obama et ceux qui sont au pouvoir refusent de reconnaître.

De plus, les conditions sociales de pauvreté et d'inégalité croissante sont maintenues par la force par le biais de l'incarcération de masse sur une base raciste, de meurtres continuels par des policiers et d'impunité policière et de la détention et de la déportation d'hommes, de femmes, d'enfants et de réfugiés. Sous la gouverne d'Obama, deux millions d'immigrants, majoritairement des travailleurs n'ayant commis aucun crime, ont été déportés. C'est là un des signes qui indiquent que le gouvernement de droit n'existe plus.

Seuls les pouvoirs policiers demeurent

Obama est le représentant de l'État américain dont la mission est de veiller à ce que le système truqué maintienne les riches au pouvoir. Quand on parle de cet État, on entend la gouvernance et les pouvoirs policiers, y compris la puissance militaire. Les deux ne forment qu'un seul pouvoir unitaire qui maintient les riches au pouvoir et en exclut le peuple. Ceci est particulièrement probant à l'étranger lorsqu'Obama parle des 10 000 frappes aériennes contre les civils en Syrie et en Iraq. Son administration a eu recours aux drones plus que toute autre. Obama a réitéré que les lois visant à protéger la souveraineté n'ont pas leur place et que les États-Unis agiront en juge,

jury et bourreau. « Si vous levez la main contre les Américains, nous allons vous traquer. Cela prendra peut-être du temps, mais nous ne sommes pas du genre à oublier et notre portée est sans limites... L'Amérique va toujours agir, seule si c'est nécessaire », a dit Obama dans son discours sur l'état de l'union.

De plus en plus, ce que nous voyons au pays et à l'étranger, c'est tout ce qui reste de l'autorité publique : ses pouvoirs policiers exercés par l'exécutif et par toutes les branches des forces armées, des forces policières et des agences secrètes. Ces pouvoirs sont soutenus par des agences et des organismes caritatifs privés à but lucratif et non lucratif, par de soi-disant groupes de réflexion, des universitaires et des agences de désinformation se faisant appeler agences de nouvelles et institutions médiatiques. La préoccupation d'Obama à l'effet que trop d'Américains n'ont pas confiance dans le gouvernement et que les politiques ont besoin d'être « refaites » révèle un ordre du jour sinistre visant à masquer le fait que la démocratie à l'américaine est en lambeaux parce que le gouvernement de droit qui est requis pour légitimer le pouvoir a cessé d'exister. Il ne peut pas être réparé et doit être reconstruit sur une base nouvelle qui habilite le peuple et non les riches et c'est précisément ce que la classe dominante que représente Obama n'acceptera jamais.



Les pouvoirs policiers ne peuvent pas légitimer le pouvoir. Ces pouvoirs policiers - comme on peut le voir au pays, avec les meurtres commis par les policiers, et à l'étranger, avec la guerre par drones - sont à l'extérieur du gouvernement de droit. Les pouvoirs policiers servent à décider qui doit être puni et sur quelle base cela doit se faire. Ils ont un rôle central dans le maintien de l'État, ce qui se fait en forçant tout le monde à s'y plier. Lorsqu'il ne reste rien d'autre que les pouvoirs policiers, la légitimité du pouvoir est remise en cause, et avec raison, comme cela s'exprime dans les nombreuses manifestations et les autres actions contre la brutalité policière et les attaques contre les droits des immigrants, des réfugiés, des enseignants et de plusieurs autres.

Obama représente cette section de la classe dominante qui croit qu'elle peut avoir recours aux élections pour légitimer le gouvernement même s'il ne s'agit pas d'un gouvernement de droit. Dans son discours sur l'état de l'union, Obama prétend qu'il est nécessaire de changer notre système politique « en changeant non seulement qui est élu mais la façon dont il est élu ». Un tel changement ne sera possible que « lorsque le peuple américain l'exige », a-t-il dit. Parmi la liste des changements qu'il préconise, on compte le redécoupage des districts congressionnels ainsi que le voeu pieux maintes fois répété à l'effet qu'il faut « réduire l'influence de l'argent en politique ».

Non seulement les « remèdes » d'Obama manquent-ils de nouveauté puisqu'ils sont périmés depuis longtemps, mais ils laissent entrevoir les réformes que préconise la classe dominante qui tente de mettre en oeuvre un processus politique qui va éliminer le rôle des partis politiques pour faire place à des armées privées de « citoyens soldats ». Loin de mener à l'habilitation du citoyen américain, cette approche ne fera que détruire le peu de cohésion politique qui reste en mettant en

place un système qui exclut les organisations du peuple. Des candidats individuels comme Ted Cruz et Jeb Bush, avec toute leur machinerie, sont déjà dans la course à la présidence, où résident les pouvoirs policiers.

Comme les changements proposés par Obama ont peu de chance d'être adoptés par le Congrès ou par les tribunaux, il se réfère directement à ce problème : « Si notre approche actuelle de financement de campagne ne passe pas la rampe auprès des tribunaux, nous devons travailler ensemble afin de trouver une véritable solution. Nous devons faciliter le vote, et non le rendre plus difficile, et moderniser le processus. ».

Il a indiqué une fois de plus qu'il compte poursuivre cette campagne après son départ de la Maison-Blanche. Comme il l'a fait dans de nombreux discours, il a déclaré : « Je promets que dans un an, lorsque je ne remplirai plus cette fonction, je serai présent parmi vous en tant que citoyen. »

Le mécanisme auquel Obama se réfère existe déjà, puisqu'il l'a mis en oeuvre à deux reprises lorsqu'il a participé à la course à la présidence. Il a mis en place un mécanisme complexe dans chaque État, un mécanisme qui continue de fonctionner, en partie sous la forme de son groupe « Organisons pour l'action ». C'est le mécanisme qu'il compte mettre en oeuvre dans le but de changer le système électoral de façon à ce que les citoyens soient dirigés directement par une autorité au-dessus du pouvoir civil. Le peuple ne jouera aucun rôle dans les prises de décisions qui déterminent le cours des événements, mais l'impression sera créée qu'il a un lien direct avec « le chef » par le biais de Twitter et des médias sociaux alors qu'il sera organisé pour entrer en action sur la base de l'ordre du jour du « chef ».

Avançons la lutte pour investir le peuple du pouvoir



Le discours sur l'état de l'union d'Obama était centré sur le besoin le plus impérieux de la classe dominante des États-Unis, celui de donner l'impression de légitimité, qui est primordiale pour calmer la révolte qui gronde contre elle. Le discours d'Obama vise à mettre en place les fondements de la criminalisation de la lutte du peuple pour une démocratie qui lui est favorable. En disant que la démocratie ne peut pas être maintenue avec le genre de rhétorique qu'utilisent Donald Trump, Ted Cruz et d'autres comme eux, mais en appelant le peuple à « demeurer actif dans notre vie publique », son discours est fait de manière à refléter « la bonté, la décence et l'optimisme » des Américains. Il a dit que « la vie publique s'étiolle lorsque les voix les plus extrêmes sont les seules à se faire entendre » et que la démocratie « exige des liens solides de confiance entre ses citoyens ». C'est aussi le rôle joué par Bernie Sanders et ses partisans qui présentent la même position.

Obama vise en particulier ceux parmi les gens au pouvoir dont la solution au problème de maintenir leur pouvoir dépourvu de légitimité est de diviser le peuple : « Devant la frustration grandissante, des voix s'élèveront nous exhortant à nous

rediviser en tribus, à prendre comme boucs-émissaires des citoyens qui ne nous ressemblent pas, qui ne prient pas comme nous, qui ne votent pas comme nous, ou qui ne partagent pas notre passé », a-t-il dit. Si Obama se réfère au tribalisme, c'est pour décrire son approche comme étant progressiste. Cela vise à masquer la lutte féroce pour le pouvoir qui fait rage entre les différentes factions de la classe dominante, une lutte qui a créé un scénario de guerre civile dans lequel les autorités fédérales et d'États rivalisent pour le pouvoir, ayant recours à leurs propres forces policières, leurs Gardes nationales et leurs mercenaires payés.

Le rôle du président consiste à la fois à préserver l'union et à empêcher le peuple d'accéder au pouvoir. La mise en garde d'Obama est que devant la « frustration grandissante » au sein des factions rivales et au sein du peuple, la solution ne réside pas dans l'état policier ouvertement raciste d'un PDG ou dans de nouvelles divisions, mais plutôt dans le maintien d'une « vie publique » et en entretenant le chauvinisme des cercles dominants au nom d'un « credo commun » de démocratie à l'américaine, laquelle serait la seule et la meilleure option. Dans les mots d'Obama, cela veut dire que « nous ne devons pas nous percevoir d'abord comme étant blancs ou noirs, ou asiatiques ou latinos, gais ou hétéros, immigrants ou natifs, ou encore démocrates ou républicains, mais d'abord et avant tout comme des Américains, cimentés par un credo commun ».

Il s'agit d'un effort pour préparer le terrain à des changements au processus électoral existant de sorte à éliminer encore davantage les partis politiques et la politique elle-même et à légitimer que des individus participent à la course à la présidence et une « vie publique » centrée sur l'appui à cette présidence. En l'absence d'institutions fonctionnelles qui constituent un gouvernement de droit et sont censées représenter le bien commun et non le seul bien-être des monopoles et freiner les pouvoirs policiers, c'est ce qu'offre Obama.

Voice of Revolution est une publication de l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis



Les États-Unis vont continuer d'être le gendarme du monde

- *Voice of Revolution* -

Une des questions soulevées par le président Obama le 12 janvier dans son discours de l'état de l'union était « Comment préserverons-nous la sécurité de l'Amérique et dirigerons-nous le monde sans devenir son gendarme ? ». Comme ce fut le cas pour tant d'autres présidents des États-Unis, c'était une question rhétorique pour présenter les États-Unis comme les gendarmes internationaux auxquels les peuples doivent se soumettre sinon gare à eux.

« Les États-Unis sont la nation la plus puissante au monde. Point à la ligne. Il n'y a pas de compétition. Nos dépenses militaires sont plus élevées que celles des huit autres nations combinées », a-t-il dit.



Ces huit nations sont la Russie, la Chine, le Japon, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Arabie saoudite et l'Inde.

Obama a ajouté :

« Si vous levez la main contre les Américains, nous allons vous traquer. Cela prendra peut-être du temps, mais nous ne sommes pas du genre à oublier et notre portée est sans limites... L'Amérique va toujours agir, seule, si c'est nécessaire »

Il a soulevé cette question en parlant des attaques contre l'ISIL et al Qaeda, mais à la lumière des 10 000 frappes aériennes récentes contre la Syrie et l'Irak dont il a aussi fait mention, et de l'invasion de l'Afghanistan au nom de combattre al Qaeda, il s'agit essentiellement d'un avertissement aux peuples du monde : il n'y aura pas de limite aux crimes et aux agressions des États-Unis. Cette réalité est mise en lumière encore plus par la doctrine de la guerre des drones et le recours aux Forces spéciales, lesquelles commettent des actes criminels comme le châtement collectif et le ciblage de civils et de leur infrastructure.

Obama a insisté sur la nécessité de maintenir cette doctrine afin d'éviter « l'impasse et que soient sacrifiés le sang et le trésor public américains », qu'il dit être la leçon tirée du Vietnam et de l'Irak. Comme tous les dirigeants des États-Unis, Obama n'a pas appris la leçon principale qui vient du Vietnam, de l'Irak et d'ailleurs, qu'un peuple uni pour une juste cause, pour sa libération et sa liberté de l'occupation, va vaincre. C'est cette réalité qui hante les États-Unis et qui alimente son agression vengeresse contre les peuples.



Afin de mieux souligner le rôle de gendarme international des États-Unis, Obama a dit que son pays aura recours à « tous les éléments de notre puissance nationale », y compris les armes nucléaires. « L'Amérique va toujours agir, seule, si c'est nécessaire » a-t-il menacé.

Les États-Unis vont aussi continuer à entraîner d'autres pays dans la commission de leurs crimes. « Nous mobiliserons le monde pour qu'il travaille avec nous et nous veillerons à ce que les autres pays fassent leur part », a-t-il dit.

En d'autres mots, la leçon du Vietnam et de l'Irak est que c'est le « sang et le trésor » des autres peuples qui doivent être sacrifiés et non ceux des États-Unis. C'est donc aussi une menace à l'égard des alliés à l'effet que les États-Unis vont « s'assurer » que ces pays en fassent davantage pour défendre l'empire américain dans le monde.

Si Obama avait été sérieux dans sa déclaration que les États-Unis ne sont pas des gendarmes internationaux, il aurait épousé les demandes anti-guerre de la majorité aux États-Unis et dans le monde et rapatrié les troupes américaines maintenant ! Cela contribuerait à la sécurité en mettant fin au rôle des États-Unis en tant que principale source d'insécurité et de terrorisme dans le monde. L'immense budget du Pentagone pourrait être utilisé pour subvenir aux besoins des peuples au pays et à l'étranger. Cela serait aussi un bienfait pour l'environnement, non seulement par l'arrêt de la destruction sur une échelle de masse des peuples et de leur infrastructure qui est

causée par les agressions des États-Unis, mais également parce que le Pentagone est à lui seul le plus grand pollueur mondial.

Parallèlement à ces menaces, Obama a abondamment déploré le rôle que jouent les Russes et les Chinois dans leur contestation de l'hégémonie américaine. « Lorsqu'il s'agit de questions internationales importantes, les peuples du monde ne se tournent pas vers Beijing ni vers Moscou pour trouver un leadership - c'est nous qu'ils appellent », a-t-il dit. En réalité, s'il est vrai que les gouvernements d'Israël et de la Corée du Sud continuent de faire appel aux États-Unis, les intérêts des États-Unis sont contestés au Moyen-Orient et les peuples du monde continuent de compter sur leurs propres efforts et de rejeter la puissance militaire des États-Unis. En témoignent les nombreuses manifestations exigeant le retrait des bases militaires américaines que ce soit au Japon, aux Philippines, en Corée, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Pour ce qui est de l'Amérique latine, Obama a dû reconnaître que les peuples ne se tournent pas vers les États-Unis mais bien vers Cuba. « Cinquante années d'isolement de Cuba n'ont pas réussi à promouvoir la démocratie, ce qui nous a nui en Amérique latine », a-t-il dit.

En d'autres mots, les États-Unis sont isolés, Cuba est respectée, et les États-Unis devaient mettre fin à cette politique qui a échoué s'ils voulaient influencer l'Amérique latine. Les peuples des Amériques et du monde demandent depuis longtemps que cesse le blocus criminel des États-Unis contre Cuba et ils s'opposent à l'ingérence des États-Unis. Cela se voit aux multiples résolutions des Nations unies qui exigent la fin du blocus, dont la plus récente a été adoptée à 191 voix contre 2. Seuls les États-Unis et Israël ont voté contre la résolution.

Le système impérialiste d'états ne peut être refait

En déclarant sa disposition à recourir à une violence sans limite, Obama a dit : « Aucune nation n'ose nous attaquer ni attaquer nos alliés parce qu'elle sait que ce serait courir à sa perte. »

« Dans le monde d'aujourd'hui, la menace nous provient moins d'empires du mal que d'états qui ont échoué », a-t-il dit, indiquant clairement que les États-Unis vont poursuivre leur politique de changement de régime.

Obama a exprimé l'ordre du jour principal des impérialistes américains aujourd'hui à l'effet que les États-Unis vont continuer d'être les gendarmes internationaux en dépit de leurs échecs en Afghanistan, en Irak, au Libye et dans tous les autres pays où ils ont commis des crimes atroces et des agressions.

« Le système international que nous avons bâti après la Deuxième Guerre mondiale a du mal à suivre le rythme », a dit Obama. « C'est à nous à refaire ce système. Ce qui implique établir des priorités. »

Si on se guide sur sa présidence, « refaire » veut dire que le recours aux pouvoirs policiers clandestins pour miner et subjuguier les gouvernements va devenir de plus en plus ouvert.



Il se réfère ici au système impérialiste d'États, mené par les États-Unis, qui a établi l'OTAN, imposé l'occupation de la Corée et du Japon et appuyé des dictateurs militaires partout dans le

monde. La fin de la Guerre froide devait être une victoire pour ce système d'états, un « gage de paix » et de prospérité. Cependant, vingt-cinq ans plus tard, les États-Unis ont semé l'anarchie, le chaos et une violence accrue partout. Indiquant que cela ne va pas changer, Obama a avoué qu' « il y aura de l'instabilité pour des décennies à venir dans plusieurs régions du monde - au Moyen-Orient, en Afghanistan, au Pakistan, ainsi que dans certaines parties de l'Amérique centrale, de l'Afrique et de l'Asie ».

« La priorité numéro un est de protéger le peuple américain et de traquer les réseaux terroristes », a-t-il dit.

Les aspirations du peuple, suite à la victoire contre le fascisme pendant la Deuxième Guerre mondiale et aujourd'hui, sont de défaire le diktat raciste et anti-peuple de la raison du plus fort des grandes puissances militaires. Par le passé et aujourd'hui, garantir les droits qui appartiennent à tous du fait de leur humanité doit être la priorité, y compris le droit des peuples de déterminer leurs propres affaires sans ingérence étrangère.

Ce sont ces aspirations qui déterminent la marche irrésistible de l'histoire. Les lamentations d'Obama à l'effet que les États-Unis n'ont pas réussi à convaincre le monde entier d'accepter de se soumettre au diktat des États-Unis et à ses menaces d'encore plus de violence ne résoudront pas les problèmes des États-Unis ni au pays ni à l'étranger. Peut-être qu'elles vont rassurer les fournisseurs d'armes et les fauteurs de guerre des États-Unis, mais pas plus.



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca